

**Commission économique pour l'Afrique****Comité d'experts**

Trente-quatrième réunion

Union africaine**Comité d'experts**

Première réunion

Huitième Réunion annuelle conjointe du Comité technique spécialisé de l'Union africaine sur les finances, les affaires monétaires, la planification économique et l'intégration* et de la Conférence des ministres africains des finances, de la planification et du développement économique de la Commission économique pour l'Afrique

Réunion du Comité d'experts

Addis-Abeba, 25-27 mars 2015

Rapport statutaire de l'Institut Africain de Développement Economique et de Planification**Résumé analytique**

1. Ce rapport, présenté sur demande effective de la Conférence des ministres africains des finances, de la planification et du développement économique, se veut faire une synthèse du travail accompli par l'Institut africain de Développement Economique et de Planification (IDEP) depuis mars 2014 à mars 2015. Le rapport se focalise sur les principales activités de l'Institut dans le cadre de son mandat principal d'assurer la formation des cadres en charge de la gestion économique et de la planification du développement au sein des États membres. Durant la période concernée, l'Institut a consolidé avec succès les acquis de son bilan des cinq dernières années quant au nombre et à la diversité de ses cours mais aussi par rapport aux candidats qui y sont admis. Chaque année depuis 2009, lorsque la mission du repositionnement de l'Institut fut ordonnée, l'IDEP a connu une expansion progressive de ses offres de cours, lui permettant de répondre aux divers besoins exprimés par les États membres. La mise en œuvre décentralisée des programmes de l'IDEP qui a débuté en 2010 s'est poursuivie en 2014 et la gamme de ses partenaires institutionnels élargie en harmonie avec la stratégie de consolidation en termes de présence locale, de visibilité mais aussi d'impact des programmes dans différentes parties du continent africain. Au total, 37 cours de courte durée ont été organisés par l'Institut en 2014 et ont bénéficié à près de 800 participants issus des 51 États membres répartis dans les cinq sous-régions du continent africain.

* Le Comité technique spécialisé remplace la Conférence des ministres africains de l'économie et des finances et la Conférence des ministres de l'intégration; il réunit les ministres des finances, des affaires monétaires, de la planification économique et de l'intégration.

2. Les cours de courte durée que l'IDEP a offerts en 2014 sont allés de pair avec un ensemble de programme en matière de recherche, de bourses et de dialogues sur les politiques dans le cadre de l'approche pédagogique globale adoptée par l'Institut. Le portefeuille de formation postuniversitaire de l'IDEP fut aussi élargi pour introduire de nouveaux programmes de Masters notamment en planification du développement, en politique industrielle et en politique commerciale. L'esprit d'innovation et de sensibilisation qui a sous-tendu partiellement le plan stratégique de l'IDEP 2010 - 2015 a été poursuivi sous plusieurs facettes, dont l'organisation d'un cours de courte durée en arabe, en décembre 2014 au Caire et ceci pour la première fois dans l'histoire de l'Institut. La série des séminaires mensuels de développement de l'IDEP tenue dans les locaux de l'Institut à son siège à Dakar a gardé toute sa popularité en tant qu'initiative également beaucoup appréciée permettant un débat public sur des questions d'actualité entre différents acteurs chevronnés. Les investissements dans les infrastructures institutionnelles qui ont débuté en 2010 se sont poursuivis comme complément aux mesures visant à améliorer l'environnement d'apprentissage. En dépit de divers défis qui se sont posés, parmi lesquels et pas des moindres, l'épidémie du virus Ebola et un recul dans le flux des ressources extrabudgétaires, l'IDEP a pu atteindre les objectifs clés du programme en 2014, un 100 pour cent en termes de réalisation du programme. L'Institut est entré en 2015 dans la dernière année de son plan stratégique actuel, en position de premier Centre de formation, de recherche et de dialogue sur les politiques fermement rétabli. Son avenir en tant que ressource autonome au service des États membres semble radieux.

Introduction

3. L'IDEP a débuté l'année 2014 avec en toile de fond une année 2013 hautement réussie en termes de réalisation du programme, année où l'Institut a enregistré le plus grand nombre de cours de toute son histoire depuis plus de 50 ans. Dans le rapport statutaire qu'il a soumis à la Conférence des Ministres sur son programme et activités de 2013, l'Institut avait indiqué que le succès qui avait été enregistré dans divers domaines constituait une preuve bien claire de la pertinence de la stratégie de repositionnement qu'il avait adoptée sur recommandation de son Conseil d'Administration. S'il y avait eu quelques doutes que ce soit quant à la capacité et au positionnement stratégique de l'Institut, ceux-là auraient dû se dissiper en 2013 lorsque l'IDEP démontrât sans équivoque qu'il avait non seulement repris sa place en tant que ressource première et pionnière pour la formation des cadres, mais qu'il restait également bien placé pour explorer de nouvelles orientations stratégiques en vue du développement de capacités en matière de planification du développement conformément à son mandat. Le défi qui s'est posé pour l'Institut au cours de la période ciblée était de s'appuyer sur les performances de 2013 et, ce faisant, introduire de nouvelles dimensions dans son travail qui auraient à ajouter de la valeur à l'expérience de ses participants. L'Institut est parvenu à relever ce défi et à maintenir son taux de 100 pour cent pour la mise en œuvre du programme tel que mesuré par ses résultats escomptés enregistrés dans le Système Intégré de Suivi des Nations Unies (IMDIS).

Activités de formation

4. Au cours de la période du rapport, l'IDEP a dispensé 37 cours de courte durée s'étendant sur deux semaines en moyenne pour la plupart et a drainé près de 800 participants issus des cinq sous-régions du continent. En 2014, l'Institut a traité 1.877 candidatures et nominations de cadres des États membres en vue de leur admission dans ses programmes. Le taux d'admission, calculé comme ratio du nombre de candidatures reçues sur le nombre de candidats admis, se

situé à environ 27 pour cent. Sur les 2014 participants, l'on a dénombré 31 pour cent de femmes et 69 pour cent d'hommes. La proportion de cadres féminins qui ont été admis dans les cours de l'IDEP en 2014 reflète en partie la domination des hommes au sein de la bureaucratie économique africaine où les femmes constituent moins de 20 pour cent de cadres dans la catégorie. Comme au cours des années précédentes et conformément à sa politique institutionnelle, l'IDEP a fortement encouragé les candidatures et les nominations féminines et dans le cas de ballotage entre une candidate et un candidat au cours du processus d'évaluation des dossiers de candidature, la candidate a été prioritaire. Tous les 2.014 participants ont eu à passer des tests oraux et écrits, à l'instar des années précédentes, aux fins d'apprécier leur aptitude dans les principaux domaines couverts par les cours. Des certificats ainsi que des relevés de notes ont été décernés à tous les participants afin que les autorités les ayant proposés puissent avoir une idée de la performance du personnel qu'elles ont assigné à suivre les programmes.

5. Environ 36 pour cent des participants aux programmes de formation de l'IDEP sont venus de l'Afrique de l'Ouest, 25 pour cent de l'Afrique de l'Est, 11 pour cent de l'Afrique centrale, 18 pour cent de l'Afrique australe, et 10 pour cent de l'Afrique du Nord. 61 pour cent de tous les stagiaires et participants aux cours avaient un âge compris entre 35 et 55 ans, le groupe d'âge où l'on trouve la plupart des cadres de niveau supérieur et inférieur visés par l'Institut. 35 pour cent d'entre eux étaient âgés de moins de 35 ans, reflétant les efforts délibérés de l'Institut pour atteindre des cadres plus jeunes qui ont besoin d'être soutenu en termes de compétences fondamentales en matière de gestion économique et de planification. Par ailleurs, seuls 4 pour cent avaient plus de 55 ans. Sur les 54 pays du continent, seuls trois n'ont pas connu de représentants dans les activités de formation de l'IDEP en 2014, ce qui a donné à l'Institut un ratio de couverture de 94 pour cent. Parmi les trois pays absents, deux étaient confrontés à des conflits internes graves. En plus de son siège dans la ville de Dakar, l'Institut a également organisé des cours de courte durée au Caire; Dar es-Salaam; et Nairobi. L'amélioration de la répartition des participants aux cours de l'IDEP fut le résultat de l'intensification des efforts dans les activités de vulgarisation à d'autres régions en dehors de l'Afrique de l'Ouest; l'appui enregistré de la part des États membres quant à l'amélioration de la distribution ciblée des appels à candidatures et nomination publiées par l'Institut; l'expansion de partenariats institutionnels locaux de la part de l'IDEP pour la dispense du programme en tant que partie de la stratégie de décentralisation des activités de l'Institut; ainsi que les premières mesures initiées en 2014 avec l'introduction des cours en arabe pour la première fois dans l'histoire de l'Institut.

6. Le portefeuille de cours de courte durée organisés par l'IDEP en 2014 était composé d'un mélange de programmes déjà en place et des programmes nouveaux ou restructurés en phase avec l'agenda émergent en matière de développement continental sous la supervision de l'Union Africaine et l'engagement exprimé par les États membres pour une stratégie de transformation structurelle. Une telle stratégie est incarnée dans leurs visions et plans nationaux, leurs programmes d'émergence et de renaissance nationales à moyen terme, leur désir de devenir des États développementalistes, ainsi que dans l'Agenda 2063 de l'Union Africaine qu'ils ont collectivement adopté comme cadre continental d'action. Ainsi, en plus des cours de courte durée de base tels que ceux sur planification du développement, politique commerciale, intégration régionale, politique industrielle, politique minière, politique agricole, analyse de données, modélisation macroéconomique, négociations contractuelles, et le genre, l'Institut a également organisé des cours dans de nouveaux domaines ou en introduisant de nouvelles approches notamment en intégration régionale approfondie, statistiques commerciales,

mobilisation des ressources, gouvernance minérale, et économie minière. Des sessions d'élaboration de programmes et des tests d'application ont également été initiés pour de nouveaux cours sur science, technologie et politique de l'innovation; politique d'infrastructure axée sur les infrastructures de transport; politique énergétique; gestion de la dette publique; gouvernance et développement; partenariats public-privé; et mobilisation des ressources intérieures et investissement.

7. En termes d'innovations du programme, en plus des activités qui avaient été introduites en 2012 et 2013, notamment sur la certification et l'accréditation ainsi que l'application de diverses solutions numériques à l'environnement d'apprentissage à l'IDEP, des activités pré- et post formation pour chacun des cours de courte durée dispensés par l'Institut ont été introduites en 2014 dans le but d'approfondir à la fois l'expérience du participant et améliorer le suivi de l'impact du programme sur le processus politique et l'institution. Un plan d'investissement massif a également été consenti en 2014 pour la rénovation des programmes d'études en rapport avec le portefeuille des cours de courte durée de l'IDEP. Dans ce cadre et pour la première fois dans l'histoire de l'Institut, un forum annuel institutionnalisé des directeurs des cours de courte durée de l'IDEP fut créé pour permettre un suivi et un examen collectifs des préoccupations liées aux programmes, y compris une plus grande standardisation de ceux-ci et un renforcement des synergies entre les cours; Parmi d'autres voies explorées en termes d'innovation en 2014, l'on peut citer l'introduction d'un système de candidatures et d'inscription en ligne pour tous les cours de courte durée de l'IDEP; le réseautage des stagiaires concernant les activités post-formation en ligne; l'introduction de mesures pour l'organisation d'un réseau d'anciens stagiaires de l'IDEP. Il s'y ajoute également la participation des anciens stagiaires dans des programmes choisis de l'IDEP sans oublier l'invitation de hauts praticiens du secteur privé, de la société civile, et du secteur public à participer à titre de panélistes dans les activités de formation de l'IDEP.

8. L'on a aussi enregistré des progrès significatifs avec le nouveau programme de Master de l'IDEP. La Conférence se souviendra que l'Institut n'organisait qu'un programme global de Masters en gestion économique et planification, assorti de possibilités de spécialisation pour les stagiaires. Dans le cadre du repositionnement de l'Institut, et compte tenu de l'évolution des besoins et des priorités des États membres, cinq nouveaux programmes de Masters furent approuvés par le Conseil d'Administration, en même temps qu'une proposition de gestion consistant à les mettre en œuvre conjointement avec des universités africaines conformément à la politique de l'IDEP en matière de décentralisation mais aussi dans le cadre d'une stratégie pour l'élargissement de l'accréditation. Les nouveaux programmes de Masters en politique industrielle (avec l'Université de Johannesburg), en planification du développement (avec l'Institut National de Planification, au Caire), et en commerce et développement (avec l'Université de Nairobi) ont été finalisés en 2014. La première promotion de cadres admis à ces programmes débutera ses cours en 2015. Chaque cours pourra comprendre 20 stagiaires au total et se déroulera sur une période de 18 mois. Des certificats équivalent à l'ancien M.Phil / DEA et au nouveau Masters (II) dans le système de Bologne seront décernés. Les certificats qui seront octroyés le seront aux noms conjoints de l'IDEP et de l'université partenaire pour chaque programme. Selon le programme auquel ils choisiront de s'inscrire, les stagiaires seront basés soit au Caire, à Dakar, à Johannesburg ou à Nairobi. L'IDEP offre un certain nombre de bourses d'études complètes ou partielles sur une base concurrentielle à certains des candidats retenus qui ne peuvent pas mobiliser des fonds pour leur participation.

9. En 2014, de progrès importants ont été réalisés dans le sens du lancement de l'université virtuelle de l'IDEP qui englobera les nouveaux programmes d'apprentissage en ligne et à distance de l'Institut. À cette fin, un essai de trois mois a été réalisé pour la première série des cours en ligne que l'IDEP va abriter. L'essai a été conçu pour procéder à une véritable simulation de fonctionnement de la plateforme en ligne que l'Institut a adoptée et avoir une occasion d'identifier et de rectifier les attelages potentiels avec le programme en ligne quand il va débiter. L'exercice a été couronné de succès et en 2015, la première série de programmes en ligne de l'IDEP sera offerte aux cadres des États membres. En même temps que l'option de formation à distance sera également disponible, l'Institut révolutionnera l'organisation de ses programmes, et ses stagiaires ainsi que ses États membres en sortiront gagnant en termes de couverture, de coûts et de possibilités de formation continue. En outre, le volume et l'ampleur devraient croître de manière significative étant donné que l'Institut sera en mesure d'accueillir un plus grand nombre de stagiaires dont le paiement de frais de scolarité à moindre coût pourrait également constituer une source supplémentaire de revenus pour l'Institut.

Recherche, bourses d'études, et dialogues sur les politiques

10. En complément au mandat principal de l'IDEP en matière de formation, se trouvent diverses activités de recherche, de bourses et de dialogue sur les politiques qui enrichissent l'organisation de ses cours et contribuent également à adopter des pratiques nouvelles ou innovatrices en matière de politique. En 2014, l'Institut a présenté ses travaux en cours dans le domaine de recherche sur les politiques sur les questions relatives au genre dans la planification de développement, la politique sociale pour la transformation structurelle, et les cultures de développement axées sur l'interface entre culture et planification du développement. L'Institut a également accueilli au total cinq boursiers de recherche invités travaillant sur divers problématiques de recherche sur les politiques couvrant l'e-gouvernance, la formalisation des entreprises informelles, la quête d'équité dans les dépenses gouvernementales, les investissements directs étrangers dans l'industrie pétrolière sans oublier l'historique de la planification du développement de l'Afrique. Deux conférences de haut niveau sur le leadership ont été organisées en partenariat avec la Division du Développement des Capacités de la Commission Economique pour l'Afrique (CEA). Lors de la première de ces réunions qui s'est tenue à Johannesburg, Afrique du Sud en mars 2014, le personnel de l'IDEP et celui de la CEA en même temps que les Chefs des institutions nationales de planification de tout le continent se sont engagés dans un dialogue structuré avec l'Agence de Planification et de Coordination du NEPAD, la première fois depuis la création de l'agence il y a plus d'une décennie. Une réunion de suivi de haut niveau sur l'Agenda 2063 de l'Union Africaine réunissant des Chefs des institutions de planification nationale ainsi que la Direction de la planification stratégique de la Commission de l'Union Africaine a été convoquée à Kigali, en septembre 2014. Avec la réunion, c'était également la première fois que des Chefs des institutions de planification nationale dans les Etats membres avaient l'occasion en tant que groupe d'examiner le projet de l'Agenda et faire des contributions pour son approfondissement.

11. L'IDEP a noué également des partenariats avec un consortium d'institutions dont l'Institut de Recherche Archie Mafeje et l'Institut Thabo Mbeki pour le Leadership Africain, toutes les deux de l'Université d'Afrique du Sud pour organiser la deuxième table ronde/dialogue panafricain sur le thème : *Investissement ou accaparement des terres? Le défi de l'agriculture et de la sécurité alimentaire en Afrique*. La réunion fut organisée dans le cadre du suivi de la table ronde inaugurale qui avait eu lieu à Addis-Abeba en 2013. La table ronde de

2014 s'est tenue à Dakar, dans les locaux du siège de l'IDEP pendant trois jours en novembre 2014. Plus tôt au cours de l'année, l'Institut avait eu à collaborer avec Trust Africa, Open Society Initiative for West Africa et la Fondation Ford pour tenir une table ronde intitulée : « *inverser la «malédiction» des ressources pour l'Afrique* ». La série des séminaires mensuels de développement de l'IDEP qui constitue une plate-forme pour les chercheurs, praticiens, défenseurs et activistes de politique en vue de débattre des questions d'actualité a été poursuivie au cours de la période considérée en tant qu'outil institutionnel clé pour favoriser des engagements multipartites sur la trajectoire du développement de l'Afrique. Parmi les sujets qui ont été abordés, l'on peut citer les accords de partenariat économique, la gouvernance foncière, la sécurité alimentaire, l'emploi durable, et l'intégration régionale. Enfin, lors du premier Forum international francophone sur l'évaluation tenue à Dakar en décembre 2014, l'Institut a facilité et co-organisé un certain nombre de panels en rapport avec son travail sur le rôle et la place du suivi et de l'évaluation dans les processus et les institutions de planification du développement.

Bibliothèque et documentation

12. En 2014, les services de bibliothèque et de documentation sont restés en bonne place en tant que partie prenante de la stratégie pédagogique globale de l'Institut. L'Institut a davantage amélioré son catalogue d'accès public en ligne grâce au système OPAC tout en augmentant le nombre de documents enregistrés sur le Serveur de la Documentation IDS sous INVENIO comme système d'exploitation jusqu'à 19.200. Le Serveur IDS a permis aux utilisateurs d'accéder directement à 30 bases de données en ligne au cours de l'année et a enregistré un total de 24 951 utilisateurs, soulignant par là sa popularité croissante comme portail de la littérature sur le développement africain. L'Institut a également adopté la plate-forme Diigo pour lui permettre de partager divers liens Web sur le développement économique et la planification. Un total de 1604 utilisateurs dont 422 stagiaires dans les différents cours de l'IDEP et 1182 chercheurs externes ont directement bénéficié des services de la Bibliothèque au cours de l'année. Sur les 227 requêtes d'informations traitées par la Bibliothèque, 181 ont abouti, soit un taux de satisfaction de 80 pour cent. En outre comme à l'accoutumée, la bibliothèque a assuré des matériaux bibliographiques annotés en anglais et en français à l'intention des participants dans tous les cours de l'IDEP. Des acquisitions dédiées ont également été faites pour renforcer les collections de la Bibliothèque en matière de littérature plus récente dans tous les domaines couverts par les activités de formation de l'Institut. 583 nouveaux livres ont été acquis et ajoutés à la collection de la Bibliothèque en 2014 pour atteindre 64.806 en termes de collection globale.

Gouvernance

13. Conformément aux statuts de l'Institut, le Conseil d'Administration de l'IDEP a tenu sa cinquante-troisième session à Brazzaville du 18 au 19 Juin 2014, sous les auspices du gouvernement du Congo. La session d'ouverture s'est déroulée en présence des officiels du gouvernement congolais et fut présidée par le ministre congolais chargé de la planification avec le soutien du Président du Conseil, M. Carlos Lopes. Le format adopté pour la cérémonie d'ouverture a permis une présentation des différentes facettes du travail de l'Institut aux fonctionnaires congolais réunis, de même qu'un débat public sur le rôle que pourrait jouer la planification dans la quête pour la transformation structurelle en Afrique. Après la cérémonie d'ouverture, la réunion a pu entrer dans le vif du sujet où les points de l'ordre du jour en rapport avec la gouvernance et l'administration interne de l'Institut sans oublier les résultats de ses

programmes ainsi que ses finances institutionnelles furent examinés. La 54^{ème} réunion qui devait se tenir à Dakar, dans les locaux du siège de l'Institut en octobre 2014 a dû être reportée après le déclenchement d'une souche particulièrement virulente du virus Ebola dans certaines parties de l'Afrique de l'Ouest.

14. En 2014, le Comité Consultatif technique de l'IDEP rénové a tenu sa session liminaire dans les locaux de l'Institut. La session fut consacrée essentiellement à l'orientation des membres du Comité sur le statut du travail de l'Institut pour leur permettre de présenter un rapport au Conseil en ce qui concerne la pertinence et la qualité des programmes et activités de l'IDEP. Une deuxième réunion du Comité Consultatif a eu lieu en janvier 2015 à Casablanca (Maroc) avec la collaboration et le soutien du gouvernement du Maroc. La session entendait réfléchir sur la stratégie institutionnelle actuelle de l'IDEP pour la période 2010-2015 ainsi que sur les éléments qui pourraient être introduits dans le plan pour 2016-2020 et qui doivent être présentés au Conseil d'Administration en 2015 pour examen et adoption. Un rapport sur les travaux des deux réunions a été adopté par les membres du Comité pour transmission au Conseil d'Administration.

L'Institut dans la Commission Economique pour l'Afrique

15. La Conférence se souviendra qu'en mars 2013, suite à la restructuration de la CEA, l'IDEP a été désigné comme organe responsable de toutes les activités de formation. À cet égard, un nouveau cadre de collaboration entre l'IDEP et les autres divisions de la CEA fut créé, en s'appuyant sur le partenariat des années précédentes. Au cours de 2014, l'Institut a travaillé en étroite collaboration avec les Divisions du développement des capacités, de la politique Macroéconomique, de l'intégration régionale et du Commerce, des Initiatives spéciales, et des Affaires sociales en particulier sur l'organisation de cours de courte durée au profit des cadres africains. Plusieurs membres de quelques-unes des Divisions et Bureaux Sous Régionaux de la CEA ont également servi comme personnes ressources dans plusieurs sessions de cours organisées par l'Institut. En outre, l'IDEP s'est vu confié la responsabilité de certaines des activités de formation conçues pour le ré outillage du personnel de la CEA suite à la reconfiguration de la Commission pour renforcer sa fonction de production des connaissances.

L'Institut et l'Union Africaine

16. La collaboration entre l'IDEP et les différents départements et organismes de l'Union Africaine s'est accélérée en 2014. Des cours de courte durée sur politique sociale, migrations et intégration régionale ont été organisées par l'Institut en collaboration avec les départements des Affaires sociales et des Affaires économiques de la Commission de l'Union Africaine. La coopération continue de l'Institut avec le Département des Affaires sociales a été particulièrement solide et fructueuse, allant au-delà des programmes de formation pour y inclure des services consultatifs en rapport avec les flux de migration, de mobilité et d'emploi dans le cadre du dialogue et du partenariat Europe-Afrique. L'Institut a également travaillé avec l'Agence de Planification et de Coordination du NEPAD pour mettre en œuvre une session d'apprentissage en ligne au profit d'un éventail de représentants du gouvernement du Sénégal sur le rôle et le fonctionnement de l'Agence. La session fut organisée suite à l'élection du Président Macky Sall en tant que nouveau Président du Comité d'orientation des chefs d'États et de gouvernements du NEPAD et de la nécessité exprimée en faveur des fonctionnaires de divers départements ministériels d'être régulièrement informés des processus du NEPAD. Le Parlement

Panafricain et l'Institut ont également conclu un protocole d'accord en vertu duquel l'IDEP assumera un rôle dans la conception des programmes de formation au profit des membres et du personnel du parlement.

Nouveaux partenariats programmatiques

17. Au cours de l'année 2014, l'Institut a maintenu et mis à profit ses partenariats essentiels avec diverses institutions en Afrique et ailleurs, aux niveaux continental et local. En vue de l'organisation décentralisée des cours, des Mémoires d'entente et autres conventions de travail ont été conclus avec l'Université de Johannesburg; l'Université de Nairobi; l'Institut de gestion macroéconomique et financière d'Afrique orientale et australe à Harare, le Marché commun de l'Afrique orientale et australe à Lusaka ; l'Union Economique et Monétaire Ouest-Africaine à Ouagadougou; le Centre Africain pour la Transformation Economique à Accra; l'Université d'Afrique du Sud à Pretoria; le Centre de Recherche Afro-Arabe au Caire; La Fondation Trust Africa à Dakar; et ENDA Tiers Monde à Dakar. Les partenariats existants avec la Fondation Ford, Open Society Institute for West Africa, et la Banque Arabe pour le Développement Economique en Afrique ont été renouvelés. De nouveaux partenariats ont été aussi noués avec l'Institut National de Planification, la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest, l'Université de Port Harcourt au Nigeria, le Ministère de l'éducation au Nigeria, l'Institut des Etudes de Développement de l'Université de Nairobi, le Centre Africain pour le Leadership basé à l'Université de Nairobi et le Centre de Recherche sur la Diaspora Africaine basé aux Pays-Bas.

Administration et Finance

18. En 2014, l'IDEP a fonctionné avec un budget ordinaire de 2,650.066 \$EU ainsi qu'une enveloppe extrabudgétaire de 2,582.346 \$EU. Les ressources du budget ordinaire disponibles pour l'Institut proviennent principalement de la subvention annuelle de la part des Nations Unies, des contributions versées par les États membres, et des revenus intégralement générés tels que les frais de scolarité. Les ressources extrabudgétaires ont été mobilisées essentiellement par l'équipe de Management de l'Institut à partir de diverses sources de bailleurs de fonds. L'exécution du budget pour l'année a atteint environ 90 pour cent des ressources disponibles. La compagnie internationale KPMG a été nommée par le Conseil d'Administration de l'Institut en tant qu'auditrice externe. Les auditeurs ont présenté leurs conclusions sur les activités de l'Institut en 2013 dans un rapport sans réserves au cours de la 53^{ème} réunion du Conseil tenue à Brazzaville. Au moment de l'élaboration du présent rapport, les auditeurs avaient déjà achevé le travail préliminaire sur les comptes de l'Institut pour 2014. Avec une bonne réserve qui peut faire en sorte que les activités de l'Institut fonctionnent de façon optimale à court et à moyen terme en cas de chocs extérieurs brusques susceptibles d'affecter ses finances, l'Institut bénéficie d'une position financière saine. Cela a permis à l'équipe de Direction d'investir davantage dans la mise à niveau des infrastructures et des facilités institutionnelles en vue de renforcer les environnements d'apprentissage et de travail au profit des stagiaires et des membres du personnel.

Regard vers l'avenir

19. Cette année marquera la fin du plan stratégique actuel de l'IDEP. La route que l'Institut a parcourue depuis 2010 a eu comme fondement une stratégie de renouvellement et de revitalisation. Dans l'ensemble, la stratégie a réussi à remettre l'Institut sur les rails en tant que principal centre pour la formation des cadres fonctionnaires. Pour l'avenir, étant donné que l'Institut prépare son plan stratégique pour la période 2016-2020, il est bien placé pour atteindre son objectif de devenir la première université virtuelle au service de ses membres. Le soutien de la part des Etats membres à différents niveaux sera essentiel quant à la réussite de la stratégie future de l'Institut.